



Front des luttes - octobre 2014 -



Les militants de l'URCF sont sur le pont pour constituer le plus rapidement possible le parti communiste à travers la constitution de cellules et sections d'entreprises et de quartiers qui vont mobiliser les travailleurs non pour des mesures d'accompagnement des destructions d'emplois, mais pour la satisfaction de leurs revendications en faisant payer sa crise au Capital par des luttes mettant en cause son pouvoir et celui de son État. Notre adhésion à **l'Initiative des partis communistes et ouvriers d'Europe**, qui nous apporte l'aide et l'expérience de partis frères étrangers très avancés dans cette voie, va nous appeler à de plus grandes responsabilités vis-à-vis du Mouvement Communiste International et permettre de coordonner les luttes du prolétariat contre l'Union Européenne et l'impérialisme.

Dans tous les combats, les communistes de l'URCF relieront concrètement la lutte quotidienne (contre les conséquences du capitalisme et de sa crise structurelle) à la lutte générale contre le capitalisme-impérialisme et démontreront patiemment et avec détermination que la révolution socialiste, la construction du socialisme vers le communisme, est la seule alternative populaire au capitalisme.

La lutte sera longue mais nous vaincrons !

Luttes pour les salaires

La revendication centrale et unifiante soutenue par l'URCF est d'exiger le SMIC à 1700 euros nets, l'augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros nets mensuels. A chaque militant et travailleur de faire grandir cette double exigence dans sa section syndicale et dans sa confédération. La question des salaires est un des axes centraux des luttes dans lesquelles s'impliquent les militants de l'URCF. La revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous, est popularisée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux ouvriers en lutte, en particulier dans le secteur privé.

Alors que les grands PDG s'octroient des salaires et des indemnités de départ inimaginables supérieurs à plusieurs millions d'euros, que les profits des entreprises du Cac 40 ont doublé en 2010 et explosés en 2011, 2012 et 2013, les salaires sont loin de rattraper les hausses du coût de la vie liées précisément à l'augmentation des profits et aux conséquences du passage à la monnaie unique. Les prix de l'énergie s'envolent, la privatisation d'EDF-GDF devant induire des hausses beaucoup plus élevées afin de rémunérer les actionnaires ; ceux des loyers, pour lesquels les familles consacrent souvent la moitié de leurs revenus, ont augmenté d'environ 4% par an alors que 5 Millions de personnes sont officiellement mal logés ou sans toit.

Un salarié sur six est payé au smic, tandis que de nombreux travailleurs jeunes, stagiaires, à temps partiel, vivent avec à peine 600 euros par mois, un jeune sur 2 étant soit au chômage soit en CDD. La baisse du pouvoir d'achat depuis 2000 est estimée à plus de 10%.

Bien entendu, la faiblesse des salaires entraîne une insuffisance des prestations sociales (salaires indirects), une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des privés d'emploi, toujours plus nombreux.

Les travailleurs doivent unifier les luttes pour augmenter la part des salaires dans la richesse qu'ils créent.

L'URCF revendique le smic à 1700 euros net, l'augmentation de 300 euros pour tous, tout en liant la lutte pour les revendications immédiates, indispensable et incontournable, à la dénonciation générale des fondements du capitalisme jusqu'à son renversement.

Sous le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations) et à développer l'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs collectivement propriétaires des machines, usines, banques et terres.

Employés Hotellerie (hôtel Royal Monceau-Raffles)

Après les employés de l'hôtel Park Hyatt c'est au tour des salariés de l'hôtel Royal Monceau-Raffles à Paris de lancer la grève entamée jeudi 2 octobre, "déterminés à aller jusqu'au bout" pour obtenir aussi des salaires de même niveau que ceux des palaces parisiens.

Autant l'absence de victoire dans le mouvement ouvrier est un frein important à la confiance des travailleurs en leur force collective de lutte pour gagner, autant une victoire peut avoir un effet « boule neige » rapidement vertueux pour les luttes. Les travailleurs voient concrètement que c'est possible de gagner grâce à des luttes massives et bloquantes, ils se lancent avec détermination dans les grèves !

Le syndicat affirme que plus de 40% des 300 salariés de l'hôtel sont en grève au cinquième jour du mouvement observé essentiellement par des femmes de chambre, équipiers et plongeurs.

La grève a été renouvelée dimanche soir 05 octobre à l'unanimité et un rassemblement a été décidé le mardi 07 novembre à 12h devant le palace situé avenue Hoche, près des Champs-Élysées.

Le mouvement va plutôt en progressant. Des équipiers du soir sont entrés le week-end en lutte, ainsi que des cuisiniers et serveurs. La grève déstabilise l'hôtel, sur les sept étages les « jaunes » sont au travail : ce sont les cadres qui remplacent les grévistes.

En juin 2013, le Royal Monceau-Raffles a rejoint le club très fermé des hôtels qui ont obtenu la distinction "palace"

Les salariés grévistes revendiquent l'alignement de leurs salaires sur ceux des palaces, comme l'ont obtenu récemment ceux des hôtels Hyatt Paris-Madeleine et Park Hyatt Paris-Vendôme. Ils demandent notamment "une augmentation de 2 euros du taux horaire pour tous les salariés, la diminution de la cadence, une amélioration des conditions de travail et la prise en charge de la mutuelle à 70% par l'employeur". En septembre, après plusieurs jours de grève, les salariés de la sous-traitance des deux hôtels Hyatt ont obtenu un accord historique avec une remise à niveau de leur salaire. Certains employés ont même été augmentés de 580 euros par mois.

Luttes pour l'emploi et les conditions de travail

Le mot d'ordre URCF immédiat de **nationalisation sans indemnisation** des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois et de la révolution socialiste. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forgeons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.

Pour sauver nos emplois, nos axes de luttes sont :

- **Plan national de luttes contre le chômage.**
- **Interdiction des licenciements.**
- **Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.**
- **Les revenus des privés d'emplois** (« chômeurs ») devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.
- **Nationalisation sans indemnisation** des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, transport, agro-alimentaire, Education,-Recherche-Culture-Communication-Poste).

Sur notre site internet [urcf.fr](http://www.urcf.fr) vous pourrez trouver une analyse communiste-révolutionnaire détaillée du mot d'ordre tactique de nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier.

SEITA (Loire-Atlantique)

Le 14 octobre, plus de 200 travailleurs de l'usine SEITA de Carquefou (Loire-Atlantique) ont manifesté le jour où se tenait le CCE pour protester contre la fermeture. Un plan dit «social» comporte 366 suppressions nettes d'emplois dans l'entreprise sur 1150 et prévoit donc la fermeture de l'usine de Carquefou. La production de l'usine doit être transférée en Pologne. Des travailleurs étaient en grève de la faim, signe du désespoir entretenu par une culture syndicale qui a renoncé à remettre en question l'exploitation capitaliste. Les travailleurs ont ensuite occupé la Mairie, certains ont brûlé leur carte d'électeur, signe, tout de même, d'une certaine lucidité. Les manifestants scandaient des slogans favorables au maintien de l'emploi, suscitant la solidarité des commerçants et du reste de la population touchée par la crise et les licenciements. Le PSE a finalement été signé quelques jours plus tard par la CGT, l'UNSA et la CFE-CGC. A Bergerac, où le centre de recherches est aussi menacé, des syndicalistes ont présenté un projet de SCOP. Des travailleurs, regroupés autour de Sud Tabac, ont déposé un recours au TGI de Nantes contre le PSE afin de tenter d'empêcher la fermeture. Pour l'URCF, la SEITA doit être renationalisée, sans aucune indemnisation pour le propriétaire Imperial Tobacco ni les actionnaires français. Les travailleurs doivent imposer leur contrôle sur la production, les investissements, s'opposer au démontage des machines, joindre leur lutte à celles de tous les travailleurs menacés de licenciements (on entend à nouveau des rumeurs de fermeture de l'usine PSA de Rennes). C'est le seul moyen de sauver les emplois.

La SEITA est une illustration de la politique de démantèlement des entreprises publiques par le privé. Un témoignage d'un ancien travailleur de l'entreprise, à mettre en parallèle avec ce qui arrive à la SNCF, est consultable dans le numéro 4 de *Signal Rouge*, journal des cheminots de l'URCF: <http://www.urcf.fr/spip.php?article692>

**Un collectif national est né pour la « nationalisation sans indemnisation,
avec contrôle ouvrier des monopoles casseurs d'emploi ».**

Un outil favorisant le développement des luttes, l'unité des travailleurs quelle que soit leur affiliation, leur donnant une perspective politique.

J'adhère au collectif national pour la nationalisation sans indemnisation:

Nom :

Prénom :

Adresse mail :

Tél. :

Profession :

Je verse à la caisse de solidarité :

La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s'avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l'humanité ; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d'assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d'avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.

Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.

La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l'opportunisme et le révisionnisme soutenus par le capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d'opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.

En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisation révolutionnaire politique et syndicale de classe, l'hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l'absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l'éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l'isolement par les bureaucraties d'aménagement du capitalisme). Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.

Notre solidarité communiste doit s'exercer à l'égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d'une courageuse combativité à l'heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l'« ordre social » existant sur le mode « pas de politique ! ».

Là où les fermetures d'usines sont annoncées, **l'URCF continue sa campagne de lutte par les travailleurs pour la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle ouvrier des entreprises monopolistes casseuses d'emplois**. La lutte continue pour la nationalisation sans indemnisation et pour la satisfaction des besoins populaires devra poser la question du bris de l'Etat bourgeois subordonné dans un mécanisme unique au capitalisme monopoliste et à son oligarchie financière.

L'URCF salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et administrations... : travailleurs de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord, salariés de la minoterie Moulins Maurel à Marseille (Nutrixo), intermittents du spectacle, postiers, contrôleurs SNCF ...

Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte, dans l'unité, construisons un **front d'alternative populaire anticapitaliste** !

Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « Le socialisme : seule alternative au capitalisme ».

Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires !

Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste dont nous avons tant besoin !

09 novembre 2014

Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF